OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES		OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENTS
INTEGRITE	EQUITE	TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N°010./OLUCOME/12/2016 A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

1. Le 9 décembre de chaque année, le monde entier célèbre la journée internationale de lutte contre la corruption. Selon l'UNODC et le PNUD à travers leur campagne conjointe de 2016, la corruption est un phénomène social, politique et économique complexe, qui touche tous les pays. Elle sape les institutions démocratiques, ralentit le développement économique et contribue à l'instabilité gouvernementale. La corruption s'attaque aux fondements des institutions démocratiques en faussant les élections, en corrompant l'État de droit et en créant des appareils bureaucratiques dont l'unique fonction réside dans la sollicitation de pots-de-vin. Elle ralentit considérablement le développement économique en décourageant les investissements directs étrangers et en plaçant les petites entreprises dans l'impossibilité de surmonter les « coûts initiaux » liés à la corruption.
2. Cette année, la Journée internationale de lutte contre la corruption est célébrée sous le thème : « **La corruption : un obstacle aux objectifs de développement durable.** » A cette occasion, **Ban *Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU vient* de publier un message dont l'extrait est** : «*Tous les pays sont concernés par ce problème, et il appartient à chacun d'entre eux d'y mettre fin. La corruption étouffe les peuples, les collectivités et les nations. Elle affaiblit les systèmes d'éducation et de santé, sape les processus électoraux et accroît les injustices en entravant le fonctionnement des systèmes de justice pénale et en compromettant l'état de droit. Le détournement des ressources nationales et étrangères lié à la corruption anéantit les progrès accomplis sur les plans économique et social et accentue la pauvreté. La corruption est préjudiciable à tous, mais ce sont les groupes pauvres et vulnérables qui en souffrent le plus. Réaffirmons notre engagement à mettre fin à la tromperie et à la malhonnêteté qui menacent la mise en œuvre du Programme 2030 et nos efforts visant à instaurer la paix et à assurer la prospérité de tous, sur une planète en bonne santé.* »
3. L'OLUCOME regrette que cette journée soit célébrée au Burundi au moment où le pays est plongé dans une crise socio-politico-économique et sécuritaire sans précédent depuis que le parti CNDD FDD a présenté la candidature de Pierre NKURUNZIZA pour briguer le 3ème mandat présidentiel en avril 2015. Depuis cette date, en plus des vies humaines emportées par cette crise, le taux de croissance économique qui était estimé à 4.8 % est aujourd'hui négatif. Aussi, le Burundi est, pour le moment, le premier pays le plus

pauvre au monde selon le FMI, la Banque Mondiale et le PNUD. En matière de lutte contre la corruption, le Burundi qui était en 36ème position en 2006, est actuellement classé parmi les 10 premiers pays les plus corrompus au monde selon Transparency international. Signalons que l'OLUCOME a déjà documenté 1700 dossiers et chiffré plus de 900 milliards de FBU qui se trouvent dans les poches des individus bien connus, mais ils ne sont pas inquiétés suite à l'impunité qui est devenue généralisée dans le pays. **L'OLUCOME rappelle que le Burundi qui est indépendant depuis 1962 ne dispose pas d'un avion présidentiel, d'un avion de ligne et d'un palais présidentiel propre à lui.**

4. Cette situation malheureuse est le résultat malencontreux de la mauvaise gouvernance dans laquelle la corruption se taille une place plus que prépondérante de sorte que les caisses de l'état sont si souvent confondues avec celles des détenteurs du pouvoir sous tous les aspects de la vie personnelle de ceux-ci. Ainsi, comme l'OLUCOME l 'a toujours décrié, les privilégiés du cercle du pouvoir et leurs lieutenants sont devenus plus riches que l'Etat en termes d'argent et de patrimoine car ils ont l'accès direct sur toutes les ressources du pays y compris les devises de la Banque Centrale et s'en servent à leur guise au détriment des intérêts du pays.
5. L'OLUCOME a toujours dénoncé sans succès cet état de fait préjudiciable au peuple burundais et a, à chaque fois, préconisé des solutions notamment la lutte contre l'impunité en matière de détournement des deniers public mais en vain.
6. La journée Internationale de lutte contre la corruption devrait donc être pour le Gouvernement en place, les partis politiques et les citoyens, une occasion en or pour se rappeler que la corruption est un cancer qui a des conséquences tentaculaires sur toute la vie du pays. Elle ne peut être guérie que si le Gouvernement prend des mesures sincères et non celles de façade et qui sont mises en application sans aucune considération de proximité dans les relations avec les coupables de ce fléau ou d'appartenance à la même formation politique car les cas de corruption les plus flagrants et préjudiciables sont imputables au réseau zéro du pouvoir et à ses proches, pour dire qu'ils appartiennent au parti au pouvoir qui devrait prendre le taureau par ses cornes au lieu de le prendre par la queue.

7. L'Observatoire, considère que si aucune mesure n'est prise dans ce sens, les célébrations continuelles de la journée internationale de lutte contre la corruption ne serviront que d'écran de fumée dans cette action et l'OLUCOME considérera comme une forme de malversations économiques. C'est pour cette raison qu'il propose ce qui suit :

A. <u>A l'endroit du Gouvernement</u> :

a. De prendre à l'endroit de tous ceux qui se rendent coupables des actes de corruption, les proches comme les membres du parti au pouvoir sans aucune distinction, les

mêmes mesures drastiques que celles qu'il a prises à l'encontre des manifestants pacifiques contre la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et la constitution burundaise ;

b. De récupérer par toute voie de droit les avoirs publics détournés par les responsables politiques et administratifs à tous les niveaux ;
c. Faire de la lutte contre la mauvaise gouvernance le plus grand axe de la politique générale du pays ;

B. <u>A l'endroit des partenaires</u> :

a. Conditionner leur aide à la mise en application effective de la convention des Nations unies contre la corruption, la convention de l'Union africaine contre la corruption, la charte africaine pour la démocratie et la gouvernance, les rapports d'évaluations par les paires et de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

b. Continuer à donner une place importante parmi les points à discuter au dialogue inter burundais externe les points ayant l'aspect économique, gouvernance et corruption.

C. <u>A l'endroit des Burundais</u> :

a. De faire de la lutte contre la corruption un cheval de bataille et en faire leur propre combat quotidien ;
b. De ne plus donner la place d'honneur aux voleurs de la République ;
c. De prendre part à toute action allant dans le sens de la lutte contre le fléau corruption.

Enfin, l'OLUCOME rappelle à la justice burundaise qu'il s'est pourvu en cassation en 2012 et qu'il attend toujours le jugement qui concerne son ancien vice- président, Ernest Manirumva qui a été assassiné sauvagement dans la nuit du 08 au 09 avril 2009 suite à son travail de militant anti corruption.

VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS CAR LA CORRUPTION EST UN CANCER POUR L'ETAT ET UNE PERTE POUR LA NATION.

Fait à Bujumbura, le 09 décembre 2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président